MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES SECTORIELLES
Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Période du 12 au 16 octobre 2026

Fait marquant

Le nouvel organisme ferroviaire britannique Great British Railways prend forme

Le gouvernement britannique a précisé cette semaine la structure de Great British Railways (GBR), la future compagnie ferroviaire publique du pays. GBR s'installera à Derby, dans le centre de l'Angleterre, où le siège social de l'entreprise sera construit. Le bâtiment pourra accueillir jusqu'à 450 employés, et le projet devrait générer environ 151 M£ de retombées pour l'économie régionale. Jusqu'à 600 places d'apprentissage seront par ailleurs ouvertes sur quatre ans pour des jeunes de 16 à 21 ans.

Le choix de la ville de Derby, un des centres ferroviaires principaux du Royaume-Uni, s'inscrit dans une volonté plus globale du gouvernement Burnham de décentraliser l'administration et de renforcer l'attractivité économique des régions. Le gouvernement a également nommé Sir John Kingman à la présidence de GBR. Ancien haut fonctionnaire du Trésor, il y a négocié l'accord phare de décentralisation du Grand Manchester, avant de devenir le premier président de UK Research and Innovation (UKRI), l'agence britannique de financement de la recherche.

Créée par le Railways Bill, présenté au Parlement en novembre 2025 et adopté par la Chambre des communes en juin 2026, GBR regroupera la gestion de l'infrastructure et l'exploitation des trains au sein d'un même organisme public et pourra fixer les tarifs et vendre les billets. Le texte devrait être promulgué fin 2026, pour une entrée en fonctionnement de GBR dans les douze mois suivants. Dans l'intervalle, les opérateurs privés passent progressivement sous

contrôle public au fur et à mesures que leurs contrats de concession expirent, dans le cadre de la nationalisation du transport passager du secteur ferroviaire.

Energie-climat

Le soutien à l'installation de pompes à chaleur pourrait être réduit

Le gouvernement pourrait décider de réduire l'enveloppe accordée au mécanisme de soutien aux ménages pour l'installation de pompes à chaleur (*boiler upgrade scheme*), dans l'objectif de financer l'augmentation des dépenses dans le secteur de la défense.

Le programme, qui prévoit des subventions jusqu'à 9000 £, pourrait voir son enveloppe, de 2,7 Mds£ sur 5 ans, réduite de plusieurs centaines de millions de livres dans le cadre de l'adoption du prochain budget qui sera présenté le 28 octobre.

Le coût d'équilibrage du réseau électrique sur une journée atteint près de 50 M£

Mercredi 14 octobre, le responsable de l'équilibrage du réseau *National Energy System Operator* (Neso) a dû payer 47,9 M£ pour arrêter des champs éoliens et des installations hydroélectriques, représentant environ 9 GW de capacité de production.

En contrepartie, le gestionnaire a également dû payer des centrales biomasse et au gaz ainsi que des importations en provenance d'Europe pour répondre à la demande.

Ce montant très important, qui vient s'ajouter aux 505 M£ payés en septembre, témoigne des difficultés du réseau à transporter suffisamment d'électricité issue notamment des installations éoliennes écossaises.

La semaine dernière, Neso avait dû faire appel en urgence au gestionnaire français afin d'obtenir un approvisionnement supplémentaire.

Environnement

La population d'oiseaux atteint son niveau le plus bas

Selon les statistiques officielles du gouvernement, issues de chiffres produits par des organisations de conservation de la nature, les populations d'oiseaux sauvages du Royaume-Uni ont atteint un record, au plus bas, avec une baisse moyenne de 19% entre 1970 et 2025.

Si près de la moitié des espèces observées sont en déclin, ce sont les oiseaux des milieux agricoles et les oiseaux marins qui sont les plus touchés. La population de tourterelles a diminué de plus de moitié sur les 5 dernières années.

Des territoires du sud de l'Angleterre sont déclarés en état de sécheresse sévère

Plusieurs parties de comtés du sud de l'Angleterre ont été placés en état de sécheresse sévère, et des mesures d'urgence sont prises afin de sécuriser l'approvisionnement en eau dans ces régions.

Le gouvernement, qui a précisé que ces niveaux de sécheresse n'avaient pas été observés depuis des décennies, doit examiner les demandes des entreprises du secteur relatives à la mise en œuvre de mesures d'urgence, comme l'interdiction d'usages non essentiels.

Certains réservoirs affichent des niveaux de remplissage inférieurs à 20%, alors que *l'Environment Agency* prévoit des taux autour de 75% à cette période de l'année.

Industrie

Le gouvernement envisage d'abaisser à 60 % l'objectif de ventes de voitures électriques en 2030

Selon un article du Financial Times, le gouvernement d'Andy Burnham envisagerait d'abaisser de 20 points de pourcentage la cible de part de vente de véhicules électriques pour les constructeurs automobiles en 2030, passant de 80 à 60%. Cette cible avait été fixée par le gouvernement conservateur de Rishi Sunak en septembre 2023, dans le cadre du Zero Emission Vehicle Mandate. Ce

programme prévoyait l'arrêt total de la vente de véhicules à énergies fossiles et hybrides en 2035 au Royaume-Uni.

Cette révision serait moins importante que celle réclamée par les constructeurs, qui jugent irréaliste le passage prévu de 38 % l'an prochain à 80 % en 2030, alors que les voitures électriques représentent actuellement 26 % du marché. Ford et Nissan demandent un objectif de 40 ou 50 %, et le directeur général de Renault, François Provost, plaide pour un plafond à 50 %, en s'inquiétant aussi du retard de l'électrification des véhicules utilitaires légers.

Les constructeurs automobiles peuvent faire connaître leur position dans le cadre de la consultation gouvernementale, qui s'achève le 23 octobre, sur la question de savoir si l'objectif en matière de véhicules à zéro émission (ZEV) devrait être fixé à 50, 60, 70 ou 80 % des ventes.

Transports

Uber lance des tests de taxis autonomes à Manchester

Uber a lancé le 14 octobre des tests de robotaxis à Manchester, afin de développer l'offre de robotaxis dans les villes du Royaume-Uni. Ces tests, réalisés en présence d'un conducteur de sécurité à bord et sans passagers, doivent permettre de cartographier les rues de la ville. Ces véhicules utilisent la technologie développée par les entreprises de véhicules autonomes Pony et Verne, des partenaires d'Uber dans le développement de robotaxis.

À Londres, un service limité de transport de passagers a démarré en septembre avec des véhicules fournis par Wayve, mais avec un conducteur de sécurité, conformément aux règles de Transport for London. Le déploiement suscite une opposition croissante : les syndicats de chauffeurs de taxis et de VTC alertent sur les risques de perte d'emplois et réclament un accompagnement. Un rapport de la commission des transports de l'Assemblée de Londres a par ailleurs émis des doutes sur les bénéfices annoncés des véhicules autonomes, en pointant les risques pour les transports publics, la congestion et l'accessibilité pour les personnes handicapées.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Industrie, Transports), Lilian Tretout (Energie, Climat, Environnement), Lucien Thiers, revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr